



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 12 – 14 au 27 juin 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Le groupe de travail sur la réforme réglementaire post-Brexit propose de renforcer les outils de financement des start-ups et de remplacer le RGPD par un cadre plus souple de protection des données

### Economie numérique et régulation

- Boris Johnson souhaite faire du Royaume-Uni une « superpuissance scientifique » et crée deux organismes dédiés
- L'autorité de la concurrence lance une enquête sur les écosystèmes mobiles d'Apple et Google

### Brexit

- L'accord de libre-échange entre le RU et l'Australie comporte des dispositions sur les télécommunications, le commerce numérique et l'innovation

### Télécommunications et réseaux

- Un nouveau centre de tests pour la diversification de la 5G a été lancé par le Ministère du numérique
- Le PDG de Nvidia s'engage à investir au moins 100 M\$ dans le super-ordinateur Cambridge-1
- Oliver Dowden annonce une consultation sur la réforme de l'audiovisuel

### Données et intelligence artificielle

- Le National Health System publie une stratégie pour la donnée
- Les Etats membres approuvent l'octroi d'une décision d'adéquation au Royaume-Uni
- L'Information Commissioner's Office souhaite mieux encadrer les technologies de reconnaissance faciale

### Cyber-sécurité

- La directrice générale du centre national de cyber-sécurité alerte le public sur le danger des rançongiciels

## Ecosystème tech

- Le Ministre du Numérique lance une *Tech Zero Taskforce*
- La *fintech Wise* s'introduit sur la bourse de Londres par une structure d'action à double classe
- Le Royaume-Uni franchit le cap des 100 licornes créées

## **📌 Fait marquant : Le groupe de travail sur la réforme réglementaire post-Brexit propose de renforcer les outils de financement des start-ups et de remplacer le RGPD par un cadre plus souple de protection des données**

Le rapport de la *Taskforce on Innovation, Growth and Regulatory Reform (TIGRR)*, [publié](#) le 16 juin, présente des recommandations au Premier ministre visant à faire évoluer la réglementation britannique pour saisir « les nouvelles opportunités du Brexit ». Le groupe de travail propose notamment des pistes de réforme des principaux outils de soutien au financement des start-ups (*Seed Enterprise Investment Scheme – SEIS* - et *Enterprise Investment Scheme – EIS*, permettant aux investisseurs privés de bénéficier d'avantages fiscaux) et du cadre de protection des données personnelles (règlement général sur la protection des données – RGPD – de 2018, transposé dans le droit britannique).

Sa recommandation n°3 (« modifier le *SEIS* et l'*EIS* afin de maximiser l'investissement en capital-risque et *private equity* dans les industries en croissance ») se décline en trois points :

- 1) Allonger l'âge limite des entreprises éligibles au *SEIS* / *EIS* (actuellement, respectivement de 2 ans et 7 ans après la première activité commerciale), afin de garantir un accès équitable entre les entreprises de la région du Grand Londres et celles basées dans le reste du R-U (ces dernières prenant généralement plus de temps à atteindre une taille critique).
- 2) Augmenter le montant maximum d'investissement éligible au *SEIS* (actuellement de 150 000 £), afin d'éviter le scindement en deux de levées de fonds supérieures à ce montant.
- 3) S'engager à maintenir l'*EIS* après 2025.

Sa recommandation n°7 (« remplacer le RGPD par un *UK Framework of Citizen Data Rights*, nouveau cadre plus proportionné offrant aux citoyens un meilleur contrôle de leurs données tout en permettant la libre circulation de ces dernières, afin de stimuler la croissance dans les secteurs de la santé, des services publics et de l'économie numérique ») se décline en deux points :

- 1) Le rapport appelle au passage d'une approche « légaliste » du consentement (donné « au cas par cas », à travers des *cookies* jugés « sans intérêt ») à un cadre réglementaire mettant l'accent sur la légitimité du traitement des données (le rapport propose

d'utiliser des *data trusts* - organisations du secteur privé auxquelles les consommateurs délégueraient leur autorisations en matière de données, en fonction de leurs besoins et choix).

- 2) Selon le rapport, le RGPD restreint le plein potentiel de l'intelligence artificielle, notamment à travers son article 22, qui interdit toute prise de décision affectant un citoyen qui serait réalisée sans aucune intervention humaine. Il appelle donc à sa suppression du cadre législatif britannique, afin d'autoriser les systèmes de prises de décision automatisés, s'ils répondent à un critère d'intérêt public ou légitime.

## 🌐 Economie numérique et régulation

### 1 Boris Johnson souhaite faire du Royaume-Uni une « superpuissance scientifique » et crée deux organismes dédiés

Dans un [communiqué](#) du 21 juin, Boris Johnson a annoncé la création de deux organismes - dans le cadre de son ambition de devenir une « superpuissance scientifique mondiale », afin de répliquer « l'approche gagnante » de la stratégie vaccinale britannique à d'autres priorités, comme le *net zero*. Un conseil national des sciences et des technologies (*National Science and Technology Council*), présidé par le Premier ministre, fournira une orientation stratégique à la recherche scientifique et technologique, afin de s'assurer « de sa contribution aux grands défis sociétaux, au *levelling up* et à la prospérité mondiale ». Un bureau pour la stratégie scientifique et technologique (*Office for Science and Technology Strategy*), dirigé par l'actuel conseiller scientifique en chef *Sir Patrick Vallance*, aura pour objectif de soutenir le conseil national, en renforçant l'expertise gouvernementale en matière de recherche et technologie. Afin d'appuyer cet objectif gouvernemental, le *Department for Business Energy & Industrial Strategy* a également [annoncé](#) un investissement supplémentaire de 50 M£ dans des projets d'infrastructures de recherche et d'innovation britannique, tels que des technologies de captage du carbone ou un réseau de radiotélescopes de pointe. Ce sera le premier financement réalisé dans le cadre du programme *Infrastructure Roadmap* de *UK Research and Innovation* (*UKRI*, agence de financement de l'innovation britannique), visant à renforcer les capacités de recherche et d'innovation du R-U.

Si ces annonces témoignent de la volonté de placer la science « au cœur du gouvernement », elles sont également interprétées par certains chercheurs comme une volonté d'accroître le contrôle politique sur l'allocation des budgets de recherche.

### 2 L'autorité de la concurrence lance une enquête sur les écosystèmes mobiles d'Apple et Google

La *Competition and Markets Authority* (*CMA*) a [annoncé](#) le 15 juin le lancement d'une [étude de marché](#) sur les effets sur la concurrence et les éventuels préjudices aux consommateurs du duopole *Apple / Google* dans les écosystèmes mobiles (définis comme les points d'accès aux produits, contenus et services sur les appareils connectés). L'enquête met l'accent sur trois marchés en particulier : les systèmes d'exploitation (*iOS* et *Android*), les magasins

d'applications (*App Store* et *Play Store*) et les moteurs de recherche (*Safari* et *Chrome*). Un autre axe sera dédié aux éventuels effets du pouvoir de marché des géants américains sur d'autres entreprises - telles que les développeurs d'applications - qui dépendent d'*Apple* ou de *Google* pour commercialiser leurs produits auprès des clients. La *CMA* a, à ce titre, invité les développeurs d'application à participer à un [appel à contribution](#), ouvert jusqu'au 26 juin.

## Brexit

### 1 L'accord de libre-échange entre le RU et l'Australie comporte des dispositions sur les télécommunications, le commerce numérique et l'innovation

L'accord de principe entre le RU et l'Australie, sur lequel se sont accordées les deux parties le 16 juin, a été [publié](#). Un chapitre est dédié à la libéralisation des services de télécommunications et intègre notamment des engagements en matière d'accès aux infrastructures publiques par les opérateurs et de promotion d'un *roaming* « transparent et raisonnable ». Il prévoit aussi l'instauration d'un dialogue stratégique sur la sécurité et la diversification du secteur – une des priorités du gouvernement britannique. Le chapitre sur le commerce numérique inclut des mesures en matière de flux de données (notamment de prévention de mesures de localisation), de coopération sur les technologies émergentes (particulièrement les *regtech*) et de création d'un cadre sur les identités numériques. Enfin, un chapitre sur l'innovation prévoit la mise en place d'un « dialogue stratégique sur l'innovation », visant à renforcer la collaboration en matière de régulation et de commercialisation des nouvelles technologies, ainsi que de résilience des chaînes de valeur.

## Télécommunications et réseaux

### 1 Un nouveau centre de tests pour la diversification de la 5G a été lancé par le Ministre du numérique

Dans le cadre de sa stratégie de diversification de la chaîne d'approvisionnement de la 5G, le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* a [annoncé](#) le 24 juin l'ouverture des laboratoires [SONIC](#) (*SmartRAN Open Network Interoperability Centre*), basés à Londres et Brighton et financés à hauteur de 1 M£ par le gouvernement. Programme conjoint entre le centre *Digital Catapult* (structure de recherche publique / privée sur les usages numériques) et l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications), il aura pour objectif de faire émerger de nouvelles solutions dans la chaîne d'approvisionnement télécoms au Royaume-Uni, en mettant l'accent sur les produits et services de réseaux ouverts, et notamment l'*Open RAN*. Il offrira aux fournisseurs existants et émergents (tels que le belge *Accelleran*, les américains *Mavenir*, *Radisys* ou l'irlandais *Benetel*) les moyens de tester l'interopérabilité et l'intégration de leurs solutions de réseaux ouverts.

## 2 Le PDG de Nvidia s'engage à investir au moins 100 M\$ dans le super-ordinateur Cambridge-1

Lors d'un entretien conjoint avec le directeur exécutif d'Arm, Simon Seagars, au [Six Five Summit](#) (événement regroupant des entreprises technologiques leader), le PDG de Nvidia, Jensen Huang, a annoncé un investissement d'au moins 100 M\$ dans la construction du « plus puissant super-ordinateur du R-U », *Cambridge-1*, dans la ville du siège social d'Arm. Ce projet avait été annoncée en octobre dernier par Nvidia afin de montrer son engagement à maintenir les activités d'Arm au Royaume-Uni. En effet, le leader américain des semi-conducteurs Nvidia, a annoncé en septembre 2020 son intention de racheter pour 40 Md\$ le fabricant britannique – en position quasi-monopolistique – de blocs de propriété intellectuelle pour les cœurs de micro-processeurs. Cette opération fait actuellement l'objet d'un examen réglementaire par l'autorité de régulation de la concurrence britannique, la *Competition and Markets Authority*.

## 3 Oliver Dowden annonce le lancement d'une consultation sur la réforme de l'audiovisuel

Le Ministre du numérique a [annoncé](#) le 23 juin le lancement de consultations en amont de la publication d'un livre blanc sur le futur de l'audiovisuel britannique, prévu à l'automne. L'une portera sur la régulation des services de vidéos sur demande, tels que *Netflix* ou *Amazon Prime*. L'objectif est d'appliquer à ces derniers – vraisemblablement par l'intermédiaire du régulateur des télécommunications, *Ofcom* –, des règles similaires à celles auxquelles sont soumis les radiodiffuseurs « traditionnels » tels que *BBC* ou *Sky*, notamment en matière de restriction d'âge et d'exigences d'impartialité et d'exactitude pour les documentaires et contenus d'information. Le Ministre souhaite également consulter sur la vente de la chaîne publique *Channel 4*, afin de lui permettre « d'accéder à de nouveaux capitaux, de créer des partenariats stratégiques et d'atteindre des marchés internationaux ». Cette volonté de privatisation est fortement critiquée, certains la regardant comme le premier pas vers « le démantèlement de l'audiovisuel public », à l'instar de la [lettre ouverte](#) à Oliver Dowden, signée par des nombreuses personnalités tels que le naturaliste britannique David Attenborough.

# Données et intelligence artificielle

## 1 Le National Health System publie une stratégie pour la donnée

Le *NHSX*, unité spéciale au sein du *National Health System* chargée de conduire le programme de transformation numérique des soins de santé, a [publié](#) le 22 juin une nouvelle stratégie en matière de données, nommée « [Data saves lives](#) ». S'inspirant d'usages novateurs de la donnée pendant la pandémie, la stratégie permettra, selon le [gouvernement](#), de « donner aux patients le contrôle de leurs données de santé », notamment grâce à un accès facile à leurs résultats de tests, listes de médicaments, ou plans de soins à travers des applications dédiées, telles que la *NHS App*. Elle a aussi pour objectif d'améliorer les collectes

de données, afin de faire gagner du temps aux équipes de santé d'une part, et de mener des recherches sur « l'état de santé de la nation », d'autre part.

## 2 Les Etats membres approuvent l'octroi d'une décision d'adéquation au Royaume-Uni

Après un processus de 15 mois depuis la signature de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE, les États membres ont approuvé à l'unanimité, lors d'une session du Conseil européen le 17 juin, la proposition de la Commission européenne d'accorder au Royaume-Uni une décision d'adéquation – permettant des flux de données sans entrave entre les deux parties –. Cette approbation ouvre la voie à la Commission pour accorder officiellement au Royaume-Uni l'adéquation des données – attestant d'un niveau de protection des données personnelles suffisant –, avant la date limite fixée au 30 juin par le *Trade and Cooperation Agreement*.

## 3 L'Information Commissioner's Office souhaite mieux encadrer les technologies de reconnaissance faciale

Dans un [article](#), publié le 18 juin sur le site de l'*Information Commissioner's Office* (ICO - autorité de protection de la vie privée, équivalent de la CNIL), la Commissaire à l'information Elisabeth Denham a indiqué être préoccupée par le risque posé à la vie privée par l'adoption massive des technologies de reconnaissance faciale en temps réel. Si elles ont « la capacité d'améliorer nos vies » dans certaines circonstances, elles doivent selon elle n'être utilisées que pour des « objectifs définis, explicites et légitimes ». Par ailleurs, l'ICO a [publié](#) le même jour une opinion sur l'usage de ces technologies dans les espaces publics, notamment à des fins de sécurité publique et de publicité personnalisée. Selon son enquête, aucun des cas d'usage examinés ne respectent le RGPD, et toutes les organisations impliquées ont choisi de ce fait d'arrêter l'utilisation de la reconnaissance faciale. L'opinion définit en conclusion un ensemble d'exigences légales à destination des utilisateurs de la technologie (notamment, être capable de justifier que son utilisation est juste, nécessaire et proportionnée, et de démontrer que des techniques moins intrusives ne fonctionnent pas), ainsi que des recommandations à l'industrie, dont les développeurs et vendeurs de ces technologies (par exemple, mettre la protection des données au cœur de tout développement).

## Cyber-sécurité

### 1 La directrice générale du centre national de cyber-sécurité alerte le public sur le danger des rançongiciels

Dans un discours devant le *think tank Royal United Services Institute* du 14 juin, la directrice du *National Cyber Security Centre* (NCSC - branche des services de renseignement électroniques dédié à la cyber-sécurité), Lindy Cameron, a exprimé ses préoccupations face à la mauvaise gestion du cyber-risque par les citoyens et entreprises, notamment les fournisseurs d'infrastructures nationales essentielles et de services gouvernementaux. Selon elle, si l'espionnage et le sabotage par des Etats hostiles représente un risque non négligeable,

la principale menace à la sécurité nationale britannique se trouve dans les attaques par rançongiciels (logiciels malveillants prenant en otage des données personnelles), en forte augmentation (+ 60 % en 2020 par rapport à 2019, au niveau mondial). La directrice du NCSC a ajouté qu'elle attendait une « réponse gouvernementale complète » afin de faire face à ce problème, notamment en renforçant la coopération internationale.

## Ecosystème tech

### 1 Le Ministre du numérique lance une *Tech Zero Taskforce*

Le Ministre du Numérique, Oliver Dowden, a [lancé](#) le 15 juin au *CogX Festival* (grand évènement dédié à la tech) la *Tech Zero Taskforce*. Ce groupe de 15 grandes start-ups ou licornes britanniques (dont les géants *Hopin* et *Revolut*) développeront des outils dédiés à la lutte contre le changement climatique. [L'initiative](#) est encadrée par l'organisation semi-publique *Tech Nation* qui appelle les entreprises de la tech à signer un engagement *Tech Zero* – à travers lequel elles s'engagent à mesurer leurs émissions directes et indirectes de CO2 et à se fixer un objectif de zéro émission nette pour la fin 2021.

### 2 La *fintech Wise* s'introduit sur la bourse de Londres par une structure d'action à double classe

Kristo Käärmann, fondateur de la *fintech Wise*, spécialisée dans le transfert international d'argent, a annoncé le 17 juin l'introduction en bourse à Londres de sa société par cotation directe (inscription d'action sans émission de nouvelles actions), prévue pour début juillet. *Wise* utilisera une structure d'action à double classe, dont la réforme était l'un des recommandations du rapport *Hill* sur les régimes de cotation. L'introduction pourrait valoriser la société à hauteur de 9 Md£, ce qui constituerait la plus importante entrée de l'année sur la bourse de Londres.

### 3 Le Royaume-Uni franchit le cap des 100 licornes créées

Après sa [levée de fonds](#) de 60 M\$ en série D, portant son évaluation à 1 Md\$, la start-up en intelligence artificielle [Tractable](#) est devenue la 13<sup>ème</sup> licorne britannique en 2021, portant à

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

100 le nombre total de licornes (start-ups évaluées ou ayant été évaluées avant *exit* – introduction en bourse ou acquisition - à plus d'1 Md\$) créées au Royaume-Uni, selon *Dealroom*. Les licornes britanniques sont principalement dans le domaine des *fintech* (34 %), *health tech* (14%) et *transport tech* (8 %), et témoignent du dynamisme de l'écosystème britannique, avec des levées de fonds de 14,5 Md\$ depuis le début de l'année, soit presque le niveau du montant total levé en 2020 (15 Md\$).

### Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 14 et 27 juin 2021 :

- [Ramp](#), *FinTech* (infrastructure de paiement pour les actifs cryptographiques) : [Seed, 10,1 M\\$](#)
- [Circulor](#), *Blockchain* (réduction du coût de la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières) : [Série A, 14 M\\$](#)
- [XYZ Reality](#), *AR* (casques de réalité virtuelle pour le secteur de la construction) : [Série A, 20 M£](#)
- [Volt](#), *FinTech* (infrastructures pour paiements en *open banking*) : [Série A, 23,5 M\\$](#)
- [ENOUGH](#), *FoodTech* (production de protéines durables) : [Série B, 42 M£](#)
- [Motorway](#), *Mobility* (marché en ligne de véhicules d'occasion) : [Série B, 48 M£](#)
- [Origami](#), *GreenTech* (technologies de gestion de réseaux de distribution d'électricité) : [Série C, 20,5 M£](#)
- [Immersive Labs](#), *Cyber* (services de réduction des risques cyber) : [Série C, 53 M£](#)
- [Beamery](#), *HR* (plate-forme d'acquisition de talents) : [Série C, 138 M\\$](#)
- [10x Future Technologies](#), *FinTech* (appui à la modernisation des banques traditionnelles) : [Série C, 187 M\\$](#)
- [Tractable](#), *AI* (solution d'IA pour accélérer les couvertures d'accidents) : [Série D, 60 M\\$](#)
- [Quanta](#), *MedTech* (fabrication de dispositifs de dialyse) : [Série D, 245 M\\$](#)
- [Dispatch](#), *Foodtech* (livraison de kits de préparation de repas) : [Venture Round, 10 M£](#)
- [DNA Payments](#), *FinTech* (solution de *Payment-as-a-Service*) : [Venture Round, 100 M£](#)
- [ThinCats](#), *FinTech* (octroi de prêts à des PME) : [Private Equity Round, 160 M£](#)
- [ClearScore](#), *FinTech* (place de marché pour produits financiers) : [Private Equity Round, 200 M\\$](#)